

## **DÉLIBÉRATION N°CR 2022-028**

### **DU 19 MAI 2022**

#### **SCHÉMA DE PROMOTION DES ACHATS RESPONSABLES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 2022-2028**

Le conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** l'article 13 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

**VU** la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

**VU** la délibération n° CR 2017-44 du 9 mars 2017 portant adoption du « small business act » francilien pour favoriser l'accès des TPE-PME à la commande publique régionale ;

**VU** la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant adoption de la Stratégie Régionale en faveur de l'économie circulaire ;

**VU** la délibération n° CR 2021-001 portant adoption du Plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire l'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance ;

**VU** l'avis de la commission de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

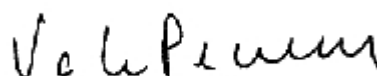
**VU** le rapport n°CR 2022-028 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article unique :**

Adopte le schéma de promotion des achats responsables pour la période 2022-2028 en annexe à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 20 mai 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 20 mai 2022  
(référence technique : 075-237500079-20220519-lmc1148654-DE-1-1) et affichage ou notification le 20 mai 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXE A LA DELIBERATION**

## **Schéma de promotion des achats responsables 2022-2028**

# Schéma de promotion des achats responsables 2022-2028

## Définition de l'achat public responsable

Selon l'Afnor, Un achat responsable désigne un « achat de biens ou de services auprès d'un fournisseur ou d'un prestataire sélectionné pour minimiser les impacts environnementaux et sociétaux, et favoriser les bonnes pratiques en termes d'éthique et de droits humains ».

## Les engagements de la Région Île-de-France

Le présent schéma liste les engagements pris par la Région pour promouvoir ses achats responsables durant la période 2022-2028. Il liste également les indicateurs qui permettront un suivi de ces actions conformément à la loi. Pour une acculturation de l'ensemble des acteurs régionaux, des actions de sensibilisation à l'achat durable et au schéma vont être mises en œuvre dans le cadre de formations et communication.

### Un achat public régional économiquement responsable pour un développement pérenne du territoire

#### ☛ Faciliter l'accès à la commande publique à tous les opérateurs économiques et notamment aux TPE-PME

Conformément à ses engagements pris dès 2017 dans le cadre de son Small Business Act, la Région entend poursuivre ses efforts pour rendre plus accessible et attractive sa commande publique, notamment au profit des TPE-PME afin de consolider le poids déjà important de ces opérateurs économiques dans les achats de la collectivité.

Pour cela, la Région va continuer d'adapter sa stratégie d'achat aux secteurs économiques en travaillant sur des allotissements adaptés permettant aux PME d'avoir un accès direct à la commande publique ou d'intervenir dans le cadre de la sous-traitance pour les lots les plus importants.

La Région va poursuivre ses efforts pour simplifier l'acte d'achat en s'appuyant notamment sur une dématérialisation complète du processus grâce aux outils déployés dans le cadre du GIP Maximilien, dont la Région est membre fondateur, le développement de la signature et de la facture électronique ou encore les solutions permettant d'automatiser le recueil des diverses attestations conformément au principe « dites-le-nous une fois ».

Un meilleur accès à la commande publique passe également par une communication renforcée auprès des opérateurs économiques. Pour cela la Région va communiquer sur ses projets d'achats, que ce soit via la diffusion de sa gestion prévisionnelle pluriannuelle des achats, par le biais du sourcing dont la pratique s'est généralisée ou encore d'opérations plus spécifiques telles que les rencontres fournisseurs.

Enfin, en s'appuyant sur les besoins de la Région, la centrale d'achats portera des marchés accessibles à l'ensemble des adhérents.

Indicateurs de suivi :
------------------------

Nombre de TPE-PME dans le panel fournisseurs de la Région
Volume d'achat de la région auprès des TPE-PME au regard des achats globaux de la Région
Nombre d'entreprises franciliennes dans le panel de fournisseurs de la Région
Nombre de structures de l'ESS dans le panel de fournisseurs de la Région

### **Fédérer les acheteurs publics du territoire autour de la centrale d'achat**

La Région continuera de s'appuyer sur sa centrale d'achat pour couvrir plus largement les besoins de ses adhérents. Ces derniers auront ainsi accès à des marchés respectant l'ensemble des engagements de la Région en matière environnementale et sociale en bénéficiant de tarifs avantageux grâce à la mutualisation des besoins et ce dans une logique de solidarité du territoire.

### **Améliorer la performance de l'achat public régional**

La performance économique passera par l'optimisation des besoins via la standardisation et la mutualisation, ainsi que celle des cahiers des charges en favorisant notamment l'innovation. Pour cela, la Région pourra s'appuyer sur la centrale d'achat afin de garantir une bonne gestion des deniers publics.

## **Un achat public régional socialement responsable au service d'une économie plus sociale et solidaire**

La Région Île-de-France entend poursuivre et approfondir sa politique d'achat sociale, solidaire et inclusive en mettant en œuvre l'ensemble des leviers qu'offre la réglementation. Cet engagement recouvre les actions en faveur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, en parcours d'insertion ou en situation de handicap en direction de l'ensemble des structures de l'ESS (EA/ESAT, SIAE et les autres structures commerciales de l'ESS telles que les ESUS) mais aussi les actions visant à favoriser l'égalité femmes-hommes à travers la commande publique.

L'objectif est d'anticiper, voire d'aller au-delà, de l'obligation de prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution des marchés formalisés conformément aux dispositions de la Loi Climat et Résilience qui entreront en vigueur d'ici 2026.

Ces actions doivent se mener en collaboration avec les facilitateurs du territoire ainsi qu'avec le GIP Maximilien, dont la Région est membre fondateur, et plus particulièrement sa mission d'assistance aux clauses sociales (MACS) en vue notamment de partager les bonnes pratiques avec les autres donneurs d'ordres sur le territoire.

La Région va adopter l'objectif du Plan National des Achats Durables d'atteindre 30% des marchés notifiés au cours de l'année comprenant au moins une considération sociale. La dimension sociale étant entendu au regard du PNAD au sens large comme par exemple, « l'insertion des publics éloignés de l'emploi et de personnes en situation de handicap, la lutte contre les discriminations, notamment la promotion de l'égalité femme/homme, le respect des exigences éthiques (respect des droits de l'homme...) ou équitables, la performance dans la protection ou la formation des salariés, en lien avec la prestation commandée, etc... » intégrés dans des clauses, critères de sélection ou objet du marché.

Indicateurs de suivi :	Rythme	Objectif
Nombre de marchés notifiés comprenant au moins une considération sociale	annuel	30% des marchés notifiés

### **Développer et diversifier les clauses sociales dans les contrats de la commande publique**

Forte de son expérience dans la mise en œuvre de clauses d'insertion dans ses marchés, la Région a pour ambition de continuer à intégrer ce dispositif dans les marchés pour lesquels de vrais parcours qualitatifs qui favorisent une montée en compétence par une action de formation et d'accompagnement peuvent être mis en œuvre. C'est notamment classiquement le cas des opérations de travaux de restructuration et de construction mais également dans certains marchés de service tels que l'infogérance.

La Région vise à diversifier les marchés supports de ce dispositif afin également de diversifier et féminiser le public bénéficiaire.

Indicateurs de suivi :
Nombre de marchés intégrant des clauses d'insertion
Nombre d'heures d'insertion réalisées
Nombre d'heures d'insertion réalisées par des femmes

La Région souhaite poursuivre son implication dans l'organisation régulière d'évènements achats responsables favorisant la rencontre des donneurs d'ordres avec des porteurs de solutions innovantes, écologiques et sociales. En 2022, Il est ainsi prévu une convention d'affaires sur la transition verte avec la présentation de solutions franciliennes labellisées par la Fondation Solar Impulse. Un évènement dédié aux achats socialement responsables sera également proposé aux donneurs d'ordres (grands comptes publics et privés, ETI) pour présenter les solutions inclusives des structures de l'économie sociale et solidaire (ESAT, entreprises adaptées, structures d'insertion par l'activité économique).

### **Développer l'économie sociale et solidaire via la commande publique**

Reconnue par la Loi du 31 juillet 2014, l'Économie sociale et solidaire (ESS) regroupe un ensemble de structures qui visent à concilier utilité sociale et performance économique. Les familles de l'ESS sont les associations, les coopératives, les fondations, les mutuelles, les entreprises adaptées et ESAT, les structures d'insertion par l'activité économique, mais aussi les sociétés commerciales agréées ESUS.

Dès 2017, la Région a souhaité mobiliser la commande publique en faveur des structures de l'ESS, pour faire de ces structures des véritables partenaires d'achat. La Région doit donc poursuivre ses efforts en continuant à réserver des marchés aux structures d'insertion par l'activité économique et structures accompagnant les personnes en situation du handicap en élargissant à de nouveaux secteurs d'activités lorsque cela est possible. Afin de multiplier les opportunités pour ces structures, la Région va également poursuivre l'intégration, dans les consultations classiques, de critères de mesure de la performance en matière d'insertion au stade de la sélection des offres. Cette modalité sert de levier pour inciter les structures à répondre, le cas

échéant en cotraitance ou en sous-traitance, sur des secteurs concurrentiels. De même, la Région va adapter sa stratégie achat lorsque cela est pertinent en adaptant l'allotissement et les exigences des cahiers des charges afin d'ouvrir des opportunités pour ces structures. Les actions spécifiques en faveur du secteur adapté et protégé sont intégrées dans l'agenda 22. Celui-ci recense les actions menées par la Région en faveur des personnes en situation du handicap.

Développer l'activité des structures de l'ESS via la commande publique, nécessite d'établir une veille active sur l'offre proposée par ces structures, communiquer sur ses projets d'achats auprès des réseaux de l'insertion et du handicap et s'interroger en amont de chaque besoin sur la possibilité d'adresser ces structures.

La Région souhaite également poursuivre son implication dans l'organisation régulière d'événements achats responsables favorisant la rencontre des donneurs d'ordres avec des porteurs de solutions innovantes, écologiques et sociales. Un événement dédié aux achats socialement responsables sera également proposé aux donneurs d'ordres (grands comptes publics et privés, ETI) pour présenter les solutions inclusives des structures de l'économie sociale et solidaire (ESAT, entreprises adaptées, structures d'insertion par l'activité économique).

Lorsque la Région a recours au recrutement d'intérimaires pour pallier des demandes de suppléances dans les lycées, elle privilégie, l'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Notamment, pour garantir le niveau de service, chaque fois que c'est possible, une priorité est donnée aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

Indicateurs de suivi :
Nombre de marchés réservés
Nombre de marchés intégrant un critère de performance en insertion
Chiffre d'affaires réalisé par les SIAE / EA / ESAT

### **Promouvoir l'égalité femmes-hommes à travers la commande publique**

Dans le cadre des actions menées pour **promouvoir l'égalité femmes-hommes**, la Région doit sensibiliser ses fournisseurs à cette thématique. Pour ce faire, il est proposé que des clauses visant à sensibiliser les titulaires à cette démarche soient introduites dans les marchés de la Région, notamment les délégations de service public, les principaux marchés de services ou de prestations intellectuelles ou encore les marchés de travaux.

La Région continuera à veiller au respect des interdictions de soumissionner liées aux discriminations ou au non-respect des politiques d'égalité, et à exiger une déclaration sur l'honneur attestant de la non-condamnation de l'entreprise pour le délit de discrimination (article 225-1 du code pénal) et pour infraction à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L.1146-1 du code du travail).

Indicateurs de suivi :
Nombre de marchés intégrant une clause relative à l'égalité femmes-hommes
Nombre d'heures d'insertion réalisées par des femmes

**Un achat public régional écologiquement responsable au service de la**



## transition environnementale et de la protection des ressources

La Région Île-de-France a pour ambition de poursuivre et accroître ses efforts pour des achats respectueux de l'environnement et de la biodiversité et au service de la santé des franciliens.

L'enjeu est notamment de se préparer à se conformer à l'objectif fixé par la Loi climat et résilience qui prévoit d'ici 2026 qu'"au moins un de ces critères prend en compte les caractéristiques environnementales de l'offre".

La Région va suivre l'objectif du Plan National des Achats Durables d'atteindre d'ici 2025 100% des marchés notifiés au cours de l'année comprenant au moins une considération environnementale. La dimension environnementale est entendue au regard du PNAD au sens large, comme par exemple, la réduction des prélèvements des ressources, la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique, le caractère réutilisable / recyclé / reconditionné / recyclable des produits, les économies d'énergie, la prévention de la production des déchets et la valorisation des déchets, les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les performances en matière de protection de l'environnement et de la biodiversité, la lutte contre déforestation, les pollutions, le gaspillage alimentaire et énergétique, le développement des énergies renouvelables, etc. en lien avec la prestation commandée.

Indicateurs de suivi :	Rythme	Objectif
Nombre de marchés notifiés comprenant au moins un de ces critères prend en compte les caractéristiques environnementales de l'offre	annuel	100% des marchés notifiés

### Des achats au service d'une alimentation saine et de la protection de la santé

Conformément au Plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire<sup>1</sup>, adopté le 4 février 2021, la Région entend, à travers sa commande publique, assurer **d'ici 2024 que 100% des lycées franciliens soient approvisionnés avec des produits locaux, dont 50% de produits bio** ce qui constitue un objectif plus ambitieux que la loi Egalim.

L'**approvisionnement en produits locaux** des lycées est déjà rendu possible avec la mise en place d'une plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire (« du local sur mon plateau ») et la passation d'accords-cadres par la centrale d'achats régionale. L'approvisionnement des produits (épicerie, produits laitiers, œufs, fruits, légumes, viandes) s'effectue au plus près des lycées grâce à un allotissement fin et territorialisé. Ces projets visent à créer de véritables unités industrielles autour d'un triple défi, celui de produire, transformer et consommer local.

Par ailleurs, dans l'Est francilien, une société publique locale a été créée avec le département de Seine-et-Marne, pour mettre en place une plateforme technique de transformation des produits agricoles et assurer la logistique associée.

Les autres marchés d'alimentation (restauration collective des agents, traiteurs)

---

<sup>1</sup> CR 2021-001 Plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire l'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance

continueront d'intégrer des clauses visant à introduire des produits pour une alimentation de qualité, biologique et durable.

La **réduction de l'empreinte carbone** des achats de la collectivité constitue un autre chantier pour préserver la santé et l'environnement. La Région va intégrer dans ses marchés, lorsque l'objet et les conditions d'exécution s'y prêtent des clauses et/ou des critères relatifs à la réduction des émissions de CO2, réduire les déplacements et inciter les fournisseurs à utiliser des moyens de mobilité propres.

Conformément à l'une des propositions issues de la COP Île-de-France des 16 et 17 septembre 2020, il sera imposé dans les marchés l'utilisation de produits bio pour l'entretien des surfaces et espaces verts.

De même, dans le cadre des engagements pris par la Région Ile-de-France en matière d'achats responsables, et plus précisément suite à la signature de la charte d'engagement « Villes & Territoires sans perturbateur endocrinien » en 2019, la Région introduit dans ses marchés des clauses destinées à **interdire l'usage des perturbateurs endocriniens**.

### **Une commande publique régionale qui s'appuie sur l'économie circulaire**

Cet engagement s'inscrit dans la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire adoptée en septembre 2020<sup>2</sup>. La politique d'achat doit s'appuyer autant que possible sur l'économie circulaire afin de réduire la consommation de matières premières non renouvelables et la production des déchets et de soutenir cette nouvelle filière.

Conformément aux exigences de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, dite loi AGECE, il est nécessaire que chaque besoin soit questionné pour savoir s'il est pertinent de **recourir à des solutions fondées sur le recyclage, le réemploi ou la réutilisation**. Cela peut se traduire par des lots réservés à des produits issus du réemploi ou de la réutilisation ou l'exigence dans les cahiers des charges de présenter des produits contenant des matières recyclées. Cet effort devrait permettre de rejoindre l'objectif de donner de l'activité à des structures de l'économie sociale et solidaire qui sont souvent présentes sur ces secteurs d'activité. Cette démarche permettra enfin de respecter les obligations nées de la loi AGECE qui impose aux acheteurs publics d'acquérir pour certaines familles de produits des biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées. Le Décret d'application N° 2021-254 du 9 mars 2021 a défini un pourcentage allant de 20% à 40% la part des dépenses à réaliser par les acheteurs annuellement sur les différentes familles visées par l'obligation. La Région va notamment conforter sa politique d'achat de papier recyclé garanti par un écolabel public ou certifié par un organisme indépendant.

L'économie circulaire se fonde sur la limitation du recours aux matières premières non renouvelables et la préservation des ressources naturelles. Dans cette optique, la Région dispose d'une assistance à maîtrise d'ouvrage sur le sujet du réemploi et de l'économie circulaire afin de **maximiser la valorisation de matériaux dans le cadre des projets de démolition, rénovation et restructuration des lycées, ou autre opération de travaux de compétence régionale**. L'objectif est de réaliser un diagnostic ressources sur chaque opération en listant les matériaux et en dressant une analyse économique, environnementale et sociale afin d'évaluer le potentiel en termes de réemploi et de réutilisation sur chaque opération. Ce diagnostic permet à la maîtrise d'ouvrage de fixer des objectifs spécifiques d'économie circulaire dans sa

---

<sup>2</sup> CR 2020-040 du 24 septembre 2020 Stratégie Régionale en faveur de l'économie circulaire

programmation et à la maîtrise d'œuvre de mener une réflexion pour intégrer l'utilisation de matériaux issus de l'économie circulaire dès les premières phases de conception.

La Région maintient son engagement, dans le cadre de ses marchés utilisant des produits issus du bois, de **recourir à du bois labellisé issus de forêts gérées durablement et de renoncer aux essences de bois menacées**.

Enfin, la Région va œuvrer pour limiter le gaspillage et la production de déchets liés à ses achats avec notamment la lutte contre le suremballage ou encore, dans le cadre de ses opérations de travaux, l'objectif « zéro déchet valorisable enfoui ».

Indicateurs de suivi :	Rythme	Objectif
Se conformer aux objectifs de la Loi AGECE	annuel	Cf Décret d'application N° 2021-254 du 9 mars 2021

### **Un achat public qui promeut l'éco-conception et l'éco-construction**

La Région renouvelle dans son schéma sa volonté de **promouvoir des produits écoconçus, plus respectueux de l'environnement tout au long de leur cycle de vie**. Des écolabels officiels sont en effet privilégiés dès lors qu'ils sont disponibles dans le secteur d'activité concerné (objets promotionnels, fournitures de bureau, entretien peinture des lycées). La Région peut également recourir à certains labels écologiques ayant des exigences sur tout ou partie du cycle de vie du produit. Ceux-ci sont retenus s'ils disposent d'un contrôle indépendant et référentiel public (alimentation, textile, bois).

Pour les marchés d'équipements, électriques et électroniques (EEE) seront intégrés des clauses demandant au fournisseur de proposer des produits **performants en matière énergétique** (classe A pour l'électroménager, Certifications EPAT et Energy Star pour l'informatique ou équivalent). Conformément à la Loi AGECE, la Région va promouvoir le recours à des logiciels dont la conception permet de limiter la consommation énergétique associée à leur utilisation.

La Région en tant que maître d'ouvrage des lycées, des îles de loisirs et des établissements d'enseignement supérieur doit jouer pleinement son rôle de collectivité exemplaire.

Cela se traduit par des exigences fortes en matière de construction et rénovation avec notamment la **mise en œuvre d'un programme technique et environnemental**, adapté à chaque opération, qui présente et hiérarchise les exigences de moyens et de résultats attendus sur les enjeux techniques et environnementaux à chaque phase des projets. Il préconise des solutions techniques notamment sur les aménagements extérieurs, les équipements techniques, le clos et le couvert. Il aborde enfin des préconisations d'ordre environnemental (gestion de l'eau et de la biodiversité, etc...).

Parmi les nombreux objectifs poursuivis, on retrouve notamment la volonté de réduire l'imperméabilité des surfaces en recourant notamment aux toitures végétalisées, de favoriser la récupération des eaux pluviales, ou encore de **massifier l'usage du bois dans son parc de bâtiments** conformément à ses engagements pris lors de la signature du pacte Bois-Biosourcés

Cette démarche est appuyée par le recours dans de très nombreuses opérations à des assistances à maîtrise d'ouvrage « qualité environnementale » et « réemploi ».

Enfin, la Région généralise la démarche de chantier à faibles nuisances via

l'introduction d'une charte dans les cahiers des charges visant à limiter les impacts sur l'environnement, les intervenants et les riverains durant le chantier.

## **Un achat public régional éthique**

La Région Île-de-France est soucieuse de garantir le respect des grands principes de la commande publique que sont la liberté d'accès à la commande publique, la transparence des procédures et l'égalité de traitement des candidats grâce à son organisation, son processus achat, ses contrôles internes et la formation des intervenants sur l'acte d'achat. La Région s'est dotée en outre d'une **charte de déontologie des achats** destinée à encadrer les pratiques de chacun, exprime l'engagement de la collectivité à respecter un ensemble de principes permettant des pratiques d'achats loyales, une maîtrise de la relation avec les opérateurs économiques, la transparence des choix et la lutte contre le favoritisme.

En 2021, la Région a été la première collectivité à obtenir la certification à la norme 37 001 relative au management anti-corruption, reconnaissance des efforts réalisés par la collectivité dans l'ensemble de ses activités et entre autres de l'achat public.

Le schéma de promotion des achats responsables vise à poursuivre et ancrer ses efforts pour un achat transparent et exemplaire.

### **☛ Sensibiliser et former l'ensemble des intervenants dans le processus achat aux questions relatives à la déontologie**

Cet engagement déjà respecté aujourd'hui doit se poursuivre afin que chaque agent ait connaissance des dispositifs de la Région en matière de lutte contre la corruption et soit ainsi protégé par un encadrement de ses actions dans le cadre du processus achat.

Cela passe par la distribution de la charte de déontologie à l'ensemble des nouveaux arrivants et les dispositifs de formation régulièrement proposés aux agents comme aux élus, notamment ceux de la commission d'appel d'offres ou des jurys.

### **☛ Partager l'engagement de la Région avec ses fournisseurs**

Pour être efficace, la lutte contre la corruption doit être partagée avec les opérateurs économiques avec lesquels la collectivité est en contact dans le cadre de ses achats. Pour cela, la Région doit notamment communiquer son engagement dans le cadre de son site institutionnel ainsi qu'à l'occasion de chaque procédure par des mentions dans les cahiers des charges afin que les candidats et les titulaires s'engagent dans la même démarche vertueuse.

### **☛ S'assurer d'un cadre social responsable chez les fournisseurs de la Région**

Les cahiers des clauses administratives générales auxquels font référence les marchés de la Région rappellent les obligations qui s'imposent au titulaire en matière de protection de la main-d'œuvre et de conditions de travail. La collectivité s'assurera en outre, et notamment grâce aux moyens renforcés mis en œuvre pour le contrôle des candidatures, que les soumissionnaires ne tombent pas sous le coup d'une condamnation pour non-respect des dispositions du code du travail. Un effort particulier sera également opéré dans la détection des offres anormalement basses.

Dans les secteurs pour lesquels une offre existe et notamment pour les marchés de restauration, il sera encouragé le recours au commerce équitable.

### **Un achat public régional économiquement responsable pour un développement pérenne du territoire**

- ☛ Faciliter l'accès à la commande publique à tous les opérateurs économiques et notamment aux TPE-PME
- ☛ Fédérer les acheteurs publics du territoire autour de la centrale d'achat
- ☛ Améliorer la performance de l'achat public régional

### **Un achat public régional socialement responsable au service d'une économie plus sociale et solidaire**

- ☛ Développer et diversifier les clauses sociales dans les contrats de la commande publique
- ☛ Développer l'économie sociale et solidaire via la commande publique
- ☛ Promouvoir l'égalité femmes-hommes à travers la commande publique

### **Un achat public régional écologiquement responsable au service de la transition environnementale et de la protection des ressources**

- ☛ Des achats au service d'une alimentation saine et de la protection de la santé
- ☛ Une commande publique régionale qui s'appuie sur l'économie circulaire
- ☛ Un achat public qui promeut l'éco-conception et l'éco-construction

### **Un achat public régional éthique**

- ☛ Sensibiliser et former l'ensemble des intervenants dans le processus achat aux questions relatives à la déontologie
- ☛ Partager l'engagement de la Région avec ses fournisseurs
- ☛ S'assurer d'un cadre social responsable chez les fournisseurs de la Région